

Compte rendu

Ouvrage recensé :

MACDONALD, David B., Robert PATMAN et Betty MASON-PARKER (dir.), *The Ethics of Foreign Policy*, coll. Ethics and global politics, Aldershot, Ashgate, 2007, 249 p.

par Jérémie Cornut

Études internationales, vol. 39, n° 1, 2008, p. 148-150.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/018725ar>

DOI: 10.7202/018725ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

des enjeux internationaux réels, elles satisfont à moindre prix (!) l'ego nationaliste.

Il n'en demeure pas moins que, malgré une écriture quelque peu aride du fait des approches privilégiées, *The Spiral of « Anti-Other Rhetoric »*. *Discourses of Identity and the International Media Echo* constitue un apport intelligent et sensible à la compréhension des effets rhétoriques du langage dans la lecture des relations internationales et interculturelles. Puisant de manière heureuse à l'interdisciplinarité, son usage de la méthodologie de l'analyse critique du discours offre des pistes fécondes pour d'autres recherches, celles qui porteront sur le regard de l'Autre.

Martin PAQUET

Département d'histoire
Université Laval, Québec

The Ethics of Foreign Policy

MACDONALD, David B., Robert PATMAN et Betty MASON-PARKER (dir.). *Coll. Ethics and global politics*, Aldershot, Ashgate, 2007, 249 p.

Pour plusieurs auteurs de l'ouvrage collectif *The Ethics of Foreign Policy*, codirigé par David B. MacDonald, Robert G. Patman et Betty Mason-Parker, l'éthique est un sujet qui présente un intérêt renouvelé depuis la fin de la guerre froide. Son originalité se situe maintenant plutôt dans sa volonté d'étudier l'éthique de la *politique étrangère*. Alors qu'elle est très présente dans les discours officiels, l'éthique dans les relations internationales a longtemps été le domaine réservé des juristes et des philosophes : sans doute sous l'influence du réalisme qui tend à privilégier les

facteurs matériels, ceux qui étudient la politique étrangère ne s'y sont pas beaucoup intéressés. Dans ce domaine, la contribution de l'ouvrage est avant tout empirique : les quatorze chapitres de ce livre présentent chacun un aspect particulier du rôle de l'éthique dans la politique étrangère. Au-delà d'une définition purement théorique de ce qu'est l'éthique (« la science du bien et du mal ») et de ce qui est éthique (ce qui est bien), l'ouvrage permet ainsi de clarifier ce dont il s'agit *en réalité*. L'objectif, souvent atteint, est de montrer que la conception diffuse selon laquelle il y aurait une opposition inconciliable entre les intérêts et l'éthique (entre *power politics* et *moral politics*) est dépassée.

La première partie aborde le lien entre la moralité et la « guerre au terrorisme ». Le premier chapitre, écrit par David B. Macdonald, s'intéresse ainsi à la politique étrangère américaine et à l'exceptionnalisme qui la sous-tend. La forme la plus récente de cet exceptionnalisme, qui s'exprime à travers un rapprochement entre l'holocauste et l'anti-américanisme, est particulièrement déconstruite. Il s'agit là du plus critique des chapitres, puisqu'il démontre que le *discours* éthique (l'exceptionnalisme) est « plus un obstacle qu'une aide pour l'élaboration d'une politique étrangère éthique ». Le deuxième chapitre, écrit par James R. Flynn, défend l'idée que les États-Unis ont le choix entre une politique « classique » de grande puissance dont la sphère d'influence s'étend au monde entier et la politique éthique d'un « souverain mondial ». C'est donc la politique étrangère américaine telle qu'elle devrait être qui est décrite, ce

qui conduit parfois l'auteur à s'éloigner du domaine du possible (peut-on vraiment, par exemple, envisager que les États-Unis internationalisent leur puissance ?). L'objectif du troisième chapitre de Barry Cooper est, en partant de la philosophie classique (et de ses contradictions), de montrer qu'une politique étrangère qui lutte contre le terrorisme islamiste est « nécessaire et juste », parce qu'il s'agit de défendre la sécurité nationale contre une menace avec laquelle « on ne peut négocier ». Apparaît alors dans ce chapitre la possibilité d'une éthique qui ne soit pas morale, qu'il s'agisse de l'éthique machiavélique ou de celle des terroristes islamistes.

La deuxième partie traite du lien entre moralité et sécurité globale. Le premier chapitre, écrit par B.K. Greener-Barcham, montre en quoi l'envoi de policiers à l'étranger est éthique. Sont développés les cas de l'envoi de Néo-Zélandais et d'Australiens respectivement dans les îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Si pour l'auteur ce qui est éthique est ce qui est légal, le contexte et les conséquences des interventions sont aussi à prendre en considération. Le chapitre suivant, écrit par Nicholas J. Wheeler et Rachel J. Owen, décrypte dans le détail la légalité des guerres du Kosovo et d'Irak. Dans ce cas-là également ce qui est éthique est ce qui est légal, mais il faut s'en tenir à l'*esprit* du droit qui peut être contraire à la *lettre* du droit, les auteurs montrant comment celui-ci est susceptible d'être interprété de manières opposées. Ainsi, le « veto déraisonnable » d'un membre du Conseil de sécurité ne peut empêcher une intervention

pour prévenir un génocide. Le dernier chapitre de cette seconde partie, écrit par Jeremy Hall, s'intéresse à la différence entre médias classiques et Internet, à la censure en temps de guerre (notamment en Afghanistan et en Irak), et à l'objectivité des journalistes.

La troisième partie se concentre sur la moralité dans la culture et l'économie. Adoptant une approche constructiviste, Dirk Nabers, dans le septième chapitre de l'ouvrage, montre en quoi le Japon et l'Allemagne peuvent être appelés des « puissances civiles ». Leurs comportements sont en effet guidés par des normes morales ancrées dans leur culture, et non par des intérêts matériels. Avec les attentats du 11 septembre 2001, cette éthique subit un test : tandis que l'Allemagne reste fidèle à ses principes, le Japon préfère l'alliance avec les États-Unis. Le chapitre suivant, écrit par Simon S.C. Tay, analyse l'éthique de la politique étrangère de l'ASEAN, et particulièrement son intervention dans les affaires internes de ses membres et voisins pour défendre les droits humains et l'environnement dans un contexte d'interdépendance. Pour l'auteur, ce qui est éthique est incarné par la « communauté » des États, et va à l'encontre de la norme de non-intervention du réalisme stato-centré. L'article suivant, écrit par Andrew Stoeckel, défend que le commerce international produit de la richesse, et que la richesse produit des résultats éthiquement bons (diminution de la pauvreté et des inégalités, augmentation de l'éducation...). Polémique, néolibéral et chiffré, ce chapitre est sans nuance. La démonstration que le commerce et la richesse favorisent la

protection de l'environnement est peu convaincante : il n'est par exemple pas fait mention des coûts environnementaux induits par les échanges eux-mêmes, et le *dumping* environnemental est considéré comme un mythe, mais non démontré comme tel. Le dernier article de cette troisième partie, par Alfredo Rehren, montre les nombreux effets néfastes de la corruption internationale sur la démocratie. L'éthique y est défendue pour ses conséquences positives.

La dernière partie de l'ouvrage regroupe les réflexions sur les liens entre la moralité, le droit et la pratique. Le onzième chapitre de Richard V. Allen, contredisant presque tous les précédents, défend la politique étrangère néoconservatrice de G.W. Bush comme étant éthique, puisqu'elle « vise à protéger et augmenter la sécurité de populations innocentes partout ». La situation internationale étant sans précédent, il faut des politiques nouvelles. Le chapitre douze est écrit par le ministre néo-zélandais de la défense, Phil Goff. Pour lui, la politique étrangère néo-zélandaise, centrée sur la défense des droits humains et la coopération, est éthique. Ce chapitre rappelle certaines analyses de la politique étrangère du Canada et pourrait donc s'avérer utile à une étude comparative du Canada et de la Nouvelle-Zélande. L'avant-dernier chapitre de l'ouvrage est celui de K.J. Keith. Il présente de manière claire mais un peu convenue le droit de la guerre et le droit humanitaire. Enfin, le dernier chapitre, écrit par Susan Lamb, montre de façon documentée et structurée que les nombreuses critiques adressées à la justice pénale internationale sont infondées.

Le lecteur trouvera donc dans ce livre accessible une grande variété d'études sur de nombreux sujets. Mais si cela est une force pour qui se demande ce qu'est l'éthique en politique étrangère, c'est également une faiblesse. Au-delà des analyses théoriques ponctuelles, il manque en effet dans l'introduction un cadre cohérent, qui permette de clarifier le concept. On notera ainsi une contradiction entre deux sens différents du mot « éthique » : tandis que, dans une perspective libérale, pour la majorité des articles, l'éthique est universelle et s'incarne dans le respect des droits humains, l'introduction insiste pour dire qu'Hitler avait lui aussi une certaine éthique. Il aurait été plus cohérent de limiter l'étude à l'éthique universelle. Par ailleurs, une définition plus claire de l'éthique universelle aurait permis d'éviter des contradictions : comme il est noté en introduction, la guerre de 2003 en Irak est justifiée *et* condamnée sur une base éthique.

Il peut donc ressortir de cette lecture l'impression que l'éthique est un discours susceptible de justifier tout et son contraire. On en vient alors à regretter la quasi-absence d'une vision plus « critique », exception faite du premier chapitre. C'est là un choix cohérent avec l'objectif de montrer que l'éthique influence la politique étrangère et n'est pas qu'un discours. Mais si, ponctuellement, les différents chapitres peuvent nous en convaincre, la lecture de l'ouvrage en son entier conduit plutôt, devant les contradictions qui apparaissent, à en douter.

Jérémie CORNUT

Département de science politique
Université du Québec à Montréal, Montréal